

Charte pour le droit à l'alimentation



Introduction

842 millions de personnes souffrent actuellement de la faim. A ceux-ci s'ajoutent près de 2 milliards d'êtres humains qui souffrent de malnutrition : ils absorbent un nombre suffisant de calories, mais ce qu'ils mangent ne leur apporte pas les nutriments suffisants pour une vie active et saine. Cette situation n'est pas tolérable.

Les causes de la malnutrition ne se situent pas dans une production insuffisante. Elle est la conséquence de la pauvreté, de revenus insuffisants pour les paysans et les paysannes qui sont les premières personnes touchées par la faim, des inégalités homme/femme, et de la faiblesse des politiques sociales. On produit aujourd'hui 1,5 fois la quantité nécessaire pour nourrir l'ensemble de l'humanité. Mais un tiers de la nourriture ne termine pas dans nos estomacs : elle est transformée en carburants ou gaspillée le long de la chaîne alimentaire.

Chaque année, des millions d'hectares de terres agricoles du Sud sont accaparées par des investisseurs qui les transforment en monocultures à grande échelle. Ces nouvelles plantations créent peu d'emplois et recourent à des méthodes de production qui accélèrent la dégradation des sols. Elles exportent l'essentiel de ce qu'elles produisent. Résultat : les paysans n'ont plus suffisamment de terre pour vivre de leur travail, et la sécurité alimentaire, loin de se trouver renforcée, peut être menacée.

Les agrocarburants sont le premier facteur de ces acquisitions de terres à large échelle. La politique de l'UE en matière d'énergies renouvelables a contribué à décupler la consommation européenne d'agrocarburants entre 2003 et 2010. Cette politique renforce également les hausses et la volatilité des prix agricoles. Tous ces effets mettent en péril la sécurité alimentaire des populations du Sud.

Les fonds d'investissement et les banques qui spéculent sur l'évolution des cours des produits agricoles et des produits financiers dérivés de ces produits prétendent n'avoir aucune influence sur les prix alimentaires. Pourtant, depuis leur arrivée massive sur les marchés agricoles en 2005-2006, les prix sont devenus plus volatils que jamais et menacent l'accès à la nourriture des ménages pauvres des pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires. Pendant ce temps, les paysans arrivent à peine à avoir accès au crédit, pourtant essentiel à assurer leur avenir.

Enfin, **notre manière de produire et de consommer** la nourriture est aujourd'hui responsable de plus du tiers des émissions de gaz à effet de serre. Or, les plus grandes victimes du réchauffement sont les paysans du Sud qui y ont pourtant le moins contribué.

C'est pourquoi nous soutenons le droit à l'alimentation, qui passe par les mesures suivantes, au Nord comme au Sud :

Primauté des droits humains

- La Belgique doit reconnaître la primauté des droits humains et en particulier du droit à l'alimentation sur tout autre intérêt politique ou économique. Elle doit respecter, protéger et mettre en œuvre le droit à l'alimentation tant sur son territoire qu'à l'étranger. Elle doit prévoir des plans d'action pour la mise en œuvre des recommandations des instances internationales compétentes en matière de droit à l'alimentation, en particulier les directives du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale.
- Des mécanismes adéquats doivent être mis en place afin d'assurer des politiques cohérentes avec le droit à l'alimentation. La participation de la société civile doit être assurée dans le suivi de ces politiques. Enfin des mécanismes de recours doivent être institués pour les personnes dont le droit à l'alimentation est lésé par des politiques ou des acteurs belges.

Éradiquer la spéculation sur les denrées alimentaires

- L'Union européenne doit réserver l'accès aux marchés à terme aux vendeurs et acheteurs réellement actifs sur les marchés agricoles.
- Comme de plus en plus de spéculateurs investissent réellement dans les marchés des matières premières agricoles et que les multinationales agroalimentaires spéculent, il est essentiel d'imposer une transparence maximale de tous les investisseurs actifs sur ces marchés ainsi que des limites de position afin de réduire leur capacité de manipuler les cours.

- Les fonds indiciels de matières premières incluant des matières agricoles exacerbent la spéculation sur les produits alimentaires. Ils doivent être prohibés.
- L'Union européenne doit mettre en place les mécanismes de régulation qui garantissent un revenu décent aux producteurs et stabilisent les prix. Ces mécanismes doivent comprendre la gestion de l'offre et les stocks publics gérés de manière transparente et en dialogue avec les organisations paysannes.

La nourriture dans nos assiettes, pas dans nos réservoirs !

- La Belgique doit plafonner immédiatement les recours aux agrocarburants issus de cultures vivrières ainsi que ceux cultivés sur les terres arables. Elle doit arrêter toute politique de soutien et tout incitant à ce type d'agrocarburant. Elle doit mettre la priorité sur les économies d'énergie.
- L'UE ne devrait pas importer d'agro-carburants tant que la malnutrition n'a pas été éradiquée. L'Europe doit prendre en compte des changements indirects d'affectation des terres dans le calcul du bilan environnemental des agrocarburants.
- L'Europe doit imposer des conditions strictes concernant les conditions d'acquisition des terres servant à la production de matières premières agricoles servant aux filières énergétiques.
- L'Europe doit refuser de se fixer des objectifs contraignants sur les agrocarburants dit de deuxième génération. Ces agrocarburants doivent d'abord faire la preuve qu'ils sont véritablement durables et qu'ils ne menacent pas le droit à l'alimentation.

Assurer l'accès à la terre et à l'eau

- La Belgique doit promouvoir un accès équitable à la terre et aux ressources comme moyen de réalisation du droit à l'alimentation en portant une attention spécifique à la situation des paysans et en particulier des femmes. Elle doit mettre en œuvre les Directives volontaires sur la gouvernance foncière du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO.
- La Belgique doit proscrire tout soutien public aux investissements fonciers à large échelle.
- La Belgique doit réguler ses entreprises et institutions financières pour qu'elles respectent les droits humains, en particulier le droit à la terre et à l'alimentation, partout dans le monde.

Un accord pour le climat

- Pour gagner la bataille contre le changement climatique, nous avons besoin d'urgence d'un accord mondial sur le climat qui soit juste, ambitieux (selon les recommandations du GIEC) et contraignant.
- Il est nécessaire de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 30% d'ici 2020 par rapport à 1990 sur le territoire belge et européen sans recours aux mécanismes de flexibilité (dont le marché du carbone), dans l'idée d'atteindre une réduction de 40% à l'horizon 2020.

Un commerce juste et démocratique

- L'agriculture est un secteur d'activité vital qui ne peut pas être laissé aux seules règles du marché. Elle ne doit pas être soumise aux réglementations de l'OMC. La gouvernance du secteur agricole doit être discutée au sein du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale en associant la société civile et en particulier les représentants des groupes de producteurs et de consommateurs les plus vulnérables.
- Les pays en développement doivent avoir la possibilité de protéger beaucoup plus fortement leurs marchés agricoles qu'aujourd'hui, les flexibilités existantes ne sont absolument pas suffisantes.
- Les accords de commerce et d'investissement doivent être préalablement évalués sur base de leur impact sur les droits humains et en particulier le droit à l'alimentation. Ils ne doivent pas réduire la capacité des états à mettre en place une politique agricole forte visant la réduction de la dépendance alimentaire.

Limiter le pouvoir des multinationales agroalimentaires

- Les organisations paysannes doivent être soutenues dans leurs initiatives de renforcer leur position au sein des chaînes de production (soutien à la constitution de coopératives, infrastructures de stockage et de transport,...). Soutenir les réseaux alternatifs de transformation et de commercialisation (ceinture verte, épicerie sociale, ...).

Soutenir les pratiques durables,

- Soutenir tant au Nord qu'au Sud, la transition vers les pratiques agroécologiques en dialogue avec les organisations paysannes.
- L'Europe doit développer une politique agricole visant la relocalisation de la production et de la consommation ainsi que la réduction de sa dépendance alimentaire (en particulier par le développement des oléo-protéagineux).
- La politique agricole doit assurer des prix rémunérateurs pour toutes les étapes de la chaîne, en respectant l'environnement et en luttant contre tout impact négatif sur les pays en développement.
- Une politique de consommation durable doit être mise en place, y compris en axant la lutte contre le gaspillage, non seulement auprès des consommateurs, mais également sur les acteurs de la production, de la transformation et de la distribution.

Steun aan duurzame landbouwpraktijken en agro-ecologie, samen met de boeren en hun organisaties.

→ Een landbouwbeleid gebaseerd op een transitie naar duurzame en multifunctionele landbouw, met eerlijke prijzen voor alle schakels in de keten, respect voor de draagkracht van het leefmilieu en zonder negatieve impact voor ontwikkelingslanden.

→ Een beleid voor duurzame consumptie en tegen verspilling dat niet enkel steunt op het bewustmaken van de consument, maar ook op een regulering van de producerende, verwerkende en distributiesector.

Een democratische en rechtvaardig handelsbeleid ← Om duurzame landbouw te versterken moet een handelsbeleid worden dat boeren in ontwikkelingslanden kansen geeft om een eigen duurzame koers te varen. Ontwikkelingslanden moeten de mogelijkheid krijgen eigen landbouwmarkten te beschermen om een duurzame ontwikkeling van het platteland mogelijk te maken. Handelsakkoorden moeten beoordeeld worden op basis van hun impact op de mensenrechten, en het recht op voedsel in het bijzonder.

Concentratie in de landbouwketen aanpakken en de macht herverdelen.

← Boeren en hun organisaties moeten ondersteund worden. Initiatieven binnen de markt en alternatieve marktssystemen die een meer rechtvaardige verdeling binnen de keten nastreven dienen te worden erkend en omkaderd. Dat kan door de ondersteuning van coöperatieven, betere informatie over prijzen en maatregelen die coöperatieven versterken om op te klimmen op de waardeladder. Dat kan ook door investeringen in stockage en transport en de steun aan lokale marktontwikkeling.

Verkeerde toegang tot land en water ← België moet Belgische of op Belgisch grondgebied gevestigde bedrijven controleren zodat mensenrechten en het recht op land worden gerespecteerd respect van de mensenrechten, ook buiten ons land.

← Alle ontwikkelingsorganisaties, zowel bij ons internationaal, moeten een einde stellen aan een investeringsbeleid dat de grootschalige aankoop van grond die de mensenrechten, en het recht op voedsel bedreigt.

Een ambitieus, rechtvaardig en bindend klimaatkkoord
duurzame landbouw centraal plaatst ← Om de strijd tegen de klimaatverandering aan te gaan hebben we dringend een globaal, ambitieus, rechtvaardig en dwingend klimaatkkoord nodig dat de vicieuze cirkel doorbreekt door de uitstoot te verminderen en duurzame landbouw te stimuleren.

← België en Europa moeten tegen 2020 hun uitstoot met 40% verminderen ten opzichten van 1990 zonder toevlucht te nemen tot de koolstofmarkt.

← Het gebruik van biomassa in mitigatiestrategieën mag niet ten koste gaan van de voedselproductie, met het behoud van de biodiversiteit en de beboste gebieden, en ten voordele van de lokale bevolking.

→ Reguleringmechanismen, zoals transparante beherde publieke voorraden op regionale schaal, die een waardig inkomen voor de producent mogelijk maken en de prijsvorming stabiliseren moeten gepromoot worden, steeds in overleg met de boeren en hun organisaties.

Landbouwgewassen dienen in de eerste plaats om op te eten, niet voor productie van biobrandstoffen

→ Europa moet haar beleid rond hernieuwbare energie herzien en biobrandstoffen afgeleid van gewassen die op landbouwgrond worden geproduceerd beperken.

→ Europa moet bindende sociale, ecologische en economische criteria hanteren die ervoor zorgen dat biobrandstoffen de mensenrechten en het recht op voedsel niet langer ondermijnen.

→ Bij de berekening van de milieu-effecten van biobrandstoffen moet Europa rekening houden met de 'indirecte veranderingen van landgebruik'.

→ Europa moet strikte voorwaarden opleggen aan het verwerven van land voor de productie van grondstoffen voor biobrandstoffen.

→ Ook voor biobrandstoffen van de tweede en derde generatie moeten bindende sociale en ecologische duurzaamheidscriteria bepaald en opgevolgd worden.

→ België en Vlaanderen moeten werk maken van een mobiliteitsbeleid waarin echte duurzame initiatieven aangemoedigd worden.

Daarom kook ik van woede en teken voor kordate maatregelen die het recht op voedsel voor allen, zowel in Noord als in Zuid, verzekert.

Het recht op voedsel staat centraal

→ België moet de mensenrechten en het recht op voedsel in het bijzonder laten primieren boven andere politieke of economische belangen. Dat betekent dat het recht op voedsel moet worden gerespecteerd, beschermd toegepast zowel hier als in het buitenland. België moet een actieplan ontwikkelen om de aanbevelingen en richtlijnen van het Comité voor Voedselzekerheid in de praktijk te brengen.

→ België moet mechanismen ontwikkelen die het beleid coherent maken met het recht op voedsel. Het middenveld moet betrokken worden bij dergelijke mechanismen. Daarnaast moeten mensen wiens recht op voedsel wordt gesschonden door Belgische actoren verhaal kunnen halen bij een klachtenmechanisme.

Voedselspeculatie stoppen

→ De toegang tot termijnmarkten beperken tot de reële eindverkopers en –kopers van landbouwgrondstoffen.

→ Omdat speculanten steeds vaker daadwerkelijk in landbouwmarkten actief worden en ook grote spelers in de agro-industrie speculeren, is maximale transparantie door alle spelers op de markt cruciaal naast positieelimiten om speculatieve koersmanipulaties te vermijden.

→ Indexfondsen gebaseerd op grondstoffen waaronder voedsel verscherpen voedselspeculatie. Dergelijke fondsen moeten verboden worden.

- Biobrandstoffen vormen de voornaamste drijfveer van die grootschalige landtransacties. Het Europees beleid op vlak van hernieuwbare energie heeft geleid tot een vertienvoudiging van het gebruik van biobrandstoffen in Europa. Naast de toenemende druk op land, leidt de toenemende vraag naar landbouwgrondstoffen ook tot prijsstijgingen van voedsel. Dat trekt op zijn beurt speculanten aan en versterkt de volatiliteit in de voedselmarkt. Dat is onaanvaardbaar.
- Vandaag beweren speculanten geen enkele invloed te hebben op de voedselprijzen, maar sinds hun massale intrede op de landbouwmarken is de prijsvolatiliteit enorm toegenomen. Dat bedreigde toegang tot voedsel van arme gezinnen in ontwikkelingslanden die voedsel moeten importeren om hun bevolking te voeden. Tegelijkertijd raken kleine boeren amper aan krediet, broodnodig om een duurzame toekomst uit te stippen. Dat pikken we niet.
- Vandaag is de manier waarop wij voedsel produceren en consumeren goed voor meer dan één derde van de totale uitstoot van broeikasgassen. De grootste slachtoffers zijn de 'kleine' boeren uit het Zuiden die er het minst toe hebben bijgedragen. Dat pikken we niet.

Een New Deal voor het recht op voedsel

- Vandaag lijden 842 miljoen mensen honger. Daarnaast lijden nog eens meer dan 2 miljard mensen 'verborgene honger'. Ze eten wel genoeg, maar wat ze eten bevat niet de noodzakelijke ingrediënten om actief en gezond door het leven te gaan. Dat is onaanvaardbaar.

- Schaarste is niet de oorzaak van de voedselcrisis. Vandaag produceren we 1,5 keer meer voedsel dan nodig is om de wereld te voeden. Tegelijkertijd wordt één derde van dat voedsel nooit opgegeten. Het wordt gebruikt voor biobrandstoffen, gaat verloren tussen het veld en het bord of wordt gewoon weggegooid. Dat is onaanvaardbaar.

- Vandaag worden jaarlijks miljoenen hectare vruchtbare landbouwgrond in het Zuiden opgekocht door grote investeerders voor grootschalige monocultuur. Die nieuwe plantages creëren bijzonder weinig jobs en hanteren methodes die de bodemdegradatie versnellen. Het merendeel van de productie is bestemd voor export. Resultaat: boeren verliezen hun land en bestaanszekerheid en voedselzekerheid komt in het gedrang. Dat is onaanvaardbaar..



Charter Recht op Voedsel